

Étude et cartographie de la faune et de la flore sauvage sur les côtes du Doubs Franco-Suisse et propositions de protection entre Biaufond et Goumois

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



Procédure de passation : procédure adaptée (articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique du code de la commande publique)

Parc naturel régional du Doubs Horloger • 18 rue du Couvent - 25 210 Les Fontenelles • Tél : 03 81 68 53 32 • www.parcdoubshorloger.fr

Table des matières

Préambule.....	3
Article 1 – Objectifs du marché.....	3
Article 2 – Zone d'étude.....	3
Article 3 – Définition des prestations et suivi du marché	4
I) Dispositions générales	4
II) Inventaire et cartographie des habitats naturels	6
1. Attendus	6
2. Méthodes d'inventaire et de cartographie	6
III) Inventaire et cartographie des espèces végétales	6
1. Attendus	6
2. Méthodes d'inventaire et de cartographie	7
3. Espèces concernées.....	7
IV) Inventaire et cartographie des espèces animales.....	7
1. Attendus	7
2. Méthodes d'inventaire et de cartographie	8
3. Espèces concernées.....	8
V) Synthèse des enjeux.....	9
VI) Suivi du marché.....	9
Article 4 – Transmission et versement des données brutes	11
Article 5 – Production et restitution des livrables	11
Article 6 – Données fournies au titulaire	12
Article 7 – Conditions d'exécution relatives à la protection de l'environnement.....	12
Article 7.1 Consommation d'énergie et des ressources naturelles.....	12
Article 7.2 Opérations menées sur le terrain	14
Article 8 – Rendu papier et informatique	14
Article 9 – Charte graphique	14
Article 10 – Propriété des résultats	15
Article 11 – Délais d'exécution	16
Article 12 – Délais de réponse	16
Article 13– Montant de la prestation.....	16
Annexe 1 : Zone d'étude	17

Préambule

Le patrimoine naturel du Parc naturel régional du Doubs Horloger est riche, globalement préservé, avec une grande biodiversité. Le climat de type montagnard se conjugue à une géographie très hétérogène (monts, plateaux, gorges ...) permettant d'y trouver de nombreux espaces naturels de qualité renfermant une richesse faunistique et floristique qui ponctue des paysages tout aussi diversifiés.

De nombreux espaces naturels de qualité renfermant une richesse faunistique et floristique qui ponctue des paysages tout aussi diversifiés.

Cependant des sites naturels nécessitent un renforcement de leur connaissance, de leur délimitation et d'identifier les pressions associées sur les espèces et l'habitat.

À cet effet, le Parc naturel, en partenariat avec le DREAL Bourgogne Franche-Comté souhaite améliorer la connaissance des côtes du Doubs Franco-suisse.

Ce secteur à majorité forestier a été identifié comme zone à étudier en faveur de l'amélioration de la connaissance des espèces, des habitats et afin de contextualiser l'intérêt de la création d'une aire protégée. (cf Charte du PNR du Doubs Horloger Mesure 1.1.1 ; rapport du CSRPN Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Franche-Comté AVIS N°2011-04).

Dans un **souci d'adaptation** au budget et au calendrier, l'étude ciblera prioritairement **les espèces et habitats à forts enjeux de conservation**, en tenant compte de l'impact du changement climatique. La méthodologie demandée vise néanmoins à respecter les standards régionaux (référentiels CBN, DREAL) tout en allégeant la cartographie pour les milieux moins sensibles.

Article 1 – Objectifs du marché

- 1) Le présent marché a pour premier objectif de définir et localiser les enjeux faune, flore et habitats existants dans la zone d'étude qui inclut les côtes du Doubs Franco-suisse entre Biaufond et Goumois. Cette définition d'enjeux repose, dans cette zone d'étude, sur une cartographie :
 - ☉ **Les habitats naturels et semi-naturels à fort enjeu** (habitats d'intérêt communautaire, habitats rares ou menacés)
 - ☉ **Les espèces végétales et animales :**
 - Espèces inféodées aux milieux rupestres (ex. oiseaux rupestres, chiroptères occupant des falaises ou cavités)
 - Flore patrimoniale rare ou protégée
 - Autres taxons jugés déterminants pour la désignation éventuelle d'une protection réglementaire
- 2) Le présent marché a pour second objectif, d'**évaluer** l'état de conservation de ces habitats et espèces, diagnostiquer les menaces et sur la base des enjeux définis, de **dresser des propositions de zonages liés au patrimoine naturel à mettre en place au regard des enjeux** (arrêté de protection de biotope (APB), arrêté de protection des habitats naturels (APHN), réserve naturelle nationale (RNN), réserve naturelle régionale (RNR), Natura 2000, espace naturel sensible (ENS), autres outils de protection et/ou gestion mentionné dans la SNAP...) afin de répondre aux besoins en données de chaque outil potentiellement applicable sur la zone d'étude et en mettant en avant les justifications scientifiques.

Article 2 – Zone d'étude

Située en Bourgogne-Franche-Comté, dans le département du Doubs et au sein du PNR du Doubs Horloger, la zone d'étude présente une superficie de 1260 hectares.

- Le tronçon de l'étude se base sur une partie du périmètre de la ZNIEFF de Type 2 compris entre Biaufond et Goumois. La rivière circule dans un canyon dominé par des falaises abruptes, d'où un caractère sauvage marqué. Deux retenues hydro-électriques : le Refrain et la Goule, sont à l'origine de deux bassins artificiels. Leur versant français, à fort pendage, est globalement orienté au sud-est ; au gré des biefs latéraux et des méandres, l'exposition varie toutefois du nord au sud. De ce fait, de nombreux groupements végétaux se succèdent dans cet espace restreint et confiné, particulièrement favorable au développement de forêts de pente. Divers types forestiers, dont certains sont très originaux, se déclinent selon l'exposition et la topographie : *hêtraies-sapinières*, prédominantes sur les pentes moyennes ; *hêtraie chaude montagnarde à if*, également bien recouvrante ; *hêtraie froide*, en situation ombragée ; *érablières (fraîches ou thermophiles)* et *tiliaies*, caractérisant les secteurs très pentus et les ambiances confinées. Les falaises et escarpements entretiennent localement des éboulis actifs. Des *pelouses montagnardes à séslerie* s'expriment sur certains replats sommitaux, de même que quelques landes à myrtille et callune (sur des sols décalcifiés). Le fond des gorges héberge encore quelques petits secteurs de prairies alluviales. Les berges sont très souvent colonisées par de remarquables groupements à hautes herbes et à pétasite hybride ; elles sont bordées par un cordon de forêt alluviale. Le site possède également un grand intérêt pour l'avifaune rupestre : les falaises abritent régulièrement le *grand corbeau*, le *faucon pèlerin* et le *hibou grand-duc*.

Bien qu'aucune protection réglementaire globale de l'espace n'ait été mise en place, deux secteurs – La Cendrée et Le Bief d'Étoz – bénéficient néanmoins d'un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB). Par ailleurs, la présence d'espèces protégées confère indirectement un statut de protection au milieu, la législation interdisant de porter atteinte à ces espèces ainsi qu'aux habitats qui les accueillent.

➤ Communes concernées :

- Commune : Urtière (INSEE : 25573)
- Commune : Fournet-Blancheroche (INSEE : 25255)
- Commune : Goumois (INSEE : 25280)
- Commune : Charquemont (INSEE : 25127)
- Commune : Charmauvillers (INSEE : 25124)

En tenant compte de l'enjeu prioritaire pour les secteurs forestiers et rupestres, l'étude se concentrera plus finement sur les zones à forte sensibilité, tout en cartographiant de manière plus synthétique les secteurs moins stratégiques (ex : forêts homogènes sans espèces à enjeu identifié). La zone d'étude traitée par le titulaire est constituée *a minima* de la zone définie dans les précédents alinéas de cet article et en annexe 1.

Article 3 – Définition des prestations et suivi du marché

1) Dispositions générales

- ☼ Le titulaire doit exploiter les données bibliographiques locales et régionales afin d'identifier l'état actuel des connaissances.

Les données bibliographiques sont consultables sur la plateforme de géoservices pour la biodiversité Bourgogne-Franche-Comté : SIGOGNE. Le titulaire doit créer un compte et demander un accès aux données localisées.

Des structures telles que le Conservatoire d'Espaces Naturels Franche-Comté (CENFC), la ligue de Protection des Oiseaux (LPO), Le Conservatoire botanique national de Franche-Comté (CBNFCOri), L'EPAGE Doubs Dessoubre, l'Office Français de la Biodiversité (OFB), etc., peuvent être sollicitées afin d'obtenir les données récemment collectées par ces structures ou leurs prestataires.

• Les prestations attendues :

1) Cartographie ciblée des habitats naturels (en respectant le cadre méthodologique régional²) :

- Détail accru pour les zones réputées sensibles ou complexes (falaises, pelouses rupestres, mosaïques forestières à forte valeur patrimoniale).
- Cartographie plus allégée (typologie globale) pour les secteurs moins sensibles, tout en restant conforme à la méthodologie de référence.

2) Inventaire de la faune :

- Focalisé sur les espèces protégées ou patrimoniales (oiseaux rupestres, chiroptères, mammifères de forêt, etc.).
- Les insectes et autres invertébrés ne seront abordés qu'en fonction de leur caractère déterminant (espèces protégées, Liste rouge régionale CR/EN ou figurant dans les annexes Directives Habitats/Oiseaux).

3) Inventaire de la flore :

- Centré sur les espèces végétales rares, endémiques, protégées, ou indicatrices d'habitats précieux.

4) Évaluation de l'état de conservation et propositions de mesures de gestion et de protection :

- Évaluer l'état de conservation de ces populations et les dégradations éventuelles dont les biotopes ont fait l'objet,
- Identifier les menaces qui pèsent sur le maintien de l'état de conservation de ces populations,
- Proposer des mesures de gestion conservatoires adaptées découlant du diagnostic.

Élaborer un tableau de synthèse et de propositions de l'outil de protection adaptée au site d'étude et de la réglementation applicable (liste de sujétions)

5) Présentation de l'étude auprès du Parc et des financeurs :

- Présenter l'étude auprès de la commission milieux naturel et biodiversité du Parc naturel régional du Doubs Horloger et des financeurs (1/2 journée).
- Le planning de prospection et l'effort de collecte de données sont définis dans l'offre technique. Le titulaire doit préciser la logique de réduction ou de focalisation pour concentrer les moyens sur les sites et espèces à enjeu.
- Les inventaires doivent couvrir autant que possible les périodes clés. Toutefois, afin de respecter le budget alloué, le candidat pourra justifier son choix d'optimiser certains passages (groupes taxonomiques combinés, etc.).
- Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'accompagner le titulaire en phase de terrain, lorsque cela ne génère pas de contrainte logistique.

II) Inventaire et cartographie des habitats naturels

1. Attendus

L'inventaire et la cartographie des habitats doivent permettre de disposer d'une classification phytosociologique des habitats naturels présents sur la zone d'étude ainsi que leurs localisations géographiques via l'élaboration d'une couche SIG.

Cartographie précise (1/2 500e ou 1/5 000e) uniquement pour les secteurs abritant des milieux rares ou menacés (falaises, pelouses, zones humides, forêts relictuelles...).

Pour les secteurs moins stratégiques, cartographie plus globale (typologie dominante, grandes unités d'occupation du sol).

Le titulaire doit remettre, en complément des tables attributaires, un document synthétique et didactique, défini dans son offre technique, comprenant a minima, pour chaque habitat rencontré : - le code EUNIS et correspondance avec le code Natura 2000 le cas échéant ;

- la description de l'intérêt patrimonial ;
- la surface concernée ;
- la responsabilité du territoire vis-à-vis de l'habitat concerné ;
- la description de l'état de l'habitat ;
- les éventuelles causes de dégradation (anthropiques et/ou naturelles) ;
- la localisation cartographique.

Les taxons doivent être nommés selon le dernier référentiel taxonomique en vigueur (<https://inpn.mnhn.fr/telechargement/referentielEspece/referentielTaxo>).

2. Méthodes d'inventaire et de cartographie

Échantillonnage stratifié tenant compte des groupements végétaux remarquables.

Le bureau d'étude devra proposer une méthodologie d'inventaire garantissant une représentativité des habitats et des espèces présents sur le site.

La méthodologie et les modalités de mise en œuvre des prestations sont définies dans l'offre technique du titulaire.

Respect du référentiel CBNFC/DREAL (cartographie des habitats naturels de Franche-Comté), mais possibilité d'alléger le niveau de détail pour les parcelles homogènes ou banales.

III) Inventaire et cartographie des espèces végétales

1. Attendus

Cette prestation doit permettre d'obtenir la liste et la localisation des espèces végétales patrimoniales (protégées, rares, endémiques, Liste rouge) présentes dans la zone d'étude, leur répartition, une estimation des populations présentes, l'importance du site pour l'espèce à l'échelle locale, régionale, nationale, voire européenne. Il convient également de caractériser et cartographier l'habitat d'espèce de chaque espèce patrimoniale retenue, l'état de conservation et causes de dégradation.

Le titulaire doit remettre, en complément des tables attributaires, un document synthétique et didactique, défini dans son offre technique, comprenant a minima, pour chaque espèce végétale retenue :

- le nom vernaculaire et le nom latin ;
- le code Natura 2000 le cas échéant ;

- la taille de la population réelle ou estimée (surface, nombre de pieds, etc) ;
- la description de l'intérêt patrimonial (Recensement des espèces végétales, en mettant en évidence les espèces rares et endémiques. (Liste rouge, catégories 1 à 5) ;
- la responsabilité du territoire ;
- la description de l'état de conservation ;
- les éventuelles causes de dégradation (anthropiques et/ou naturelles) ;
- la localisation cartographique des stations observées ;
- une carte des habitats d'espèce.

Les taxons doivent être nommés selon le dernier référentiel taxonomique en vigueur (<https://inpn.mnhn.fr/telechargement/referentielEspece/referentielTaxo>).

2. Méthodes d'inventaire et de cartographie

Pour les différents groupes étudiés et les habitats, compte tenu de la vaste zone de travail et des contraintes budgétaires, la cartographie sera établie sur les habitats de d'espèces jugées prioritaires.

Les habitats d'espèces sont obligatoirement cartographiés, en complément des stations d'espèces.

La période d'inventaire et de cartographie doit être centrée sur l'optimum de développement de la végétation, en fonction de la phénologie des différents habitats. En tant que de besoin, le titulaire doit effectuer toutes les visites de terrains nécessaires afin d'inventorier les espèces vernales et automnales

Les zones impossibles à visiter doivent être identifiées par le titulaire et la raison empêchant d'y aller doit être explicitée (topographie, dangerosité, refus du propriétaire...). Une solution alternative doit être discutée avec le maître d'ouvrage : dire d'experts, recours à des données existantes, etc.

3. Espèces concernées

Les espèces retenues doivent être suffisamment patrimoniales pour justifier la mise en place d'un dispositif de protection ou de gestion. Recensement des espèces végétales, en mettant en évidence les espèces rares et endémiques. (Liste rouge, catégories 1 à 5)¹,

Le titulaire doit, avant de lancer les expertises sur le terrain, établir la liste des espèces végétales patrimoniales cibles au regard des critères définis des milieux naturels détectés et de l'objectif de l'étude.

La bibliographie et le recours aux experts locaux peuvent constituer une aide dans l'élaboration de la liste.

IV) Inventaire et cartographie des espèces animales

1. Attendus

- Une priorité sur mise sur les inventaires des espèces de vertébrés (Oiseaux rupestres, rapaces nocturnes, chiroptères, mammifères forestiers notables) avec un focus particulier sur les espèces protégées et patrimoniales. (Liste rouge, catégories 1 à 5),
- Pour les **invertébrés**, seuls ceux ayant un statut protégé ou figurant dans les **listes rouges CR/EN** seront recherchés de façon spécifique.

¹ FERREZ Y., 2004. *Connaissance de la flore de Franche-Comté. Evaluation des menaces et de la rareté des végétaux d'intérêt patrimonial et liste des espèces végétale s potentiellement envahissante (version 1.0)*. Conservatoire botanique de Franche-Comté, DIREN de Franche-Comté, Conseil régional de Franche-Comté, 57 p.

Cette prestation doit permettre d'obtenir la liste des espèces animales patrimoniales présentes dans la zone d'étude, leur répartition, une estimation des populations présentes, l'importance du site pour l'espèce à l'échelle locale, régionale, nationale voire européenne.

Le titulaire doit remettre, les données brutes et les données synthétiques au format shp, dont les champs sont définis dans son offre technique, une carte de localisation des observations et une carte des habitats d'espèce par espèce patrimoniale animale retenue.

Dans un souci de cohérence, le titulaire peut s'inspirer des fichiers et documents prévus pour les espèces végétales dans le cahier des charges sus-mentionné.

2. Méthodes d'inventaire et de cartographie

Le maître d'ouvrage demande que les opérations soient conduites conformément à l'annexe du cadre méthodologique de dérogation à la protection des espèces sauvages de faune et de flore (DREAL BFC 2017²) .

Les méthodes d'inventaire pour chaque groupe d'espèces étudiées et de cartographie, ainsi que les modalités de mise en œuvre des prestations sont définies dans l'offre technique du titulaire. L'effort de prospection doit être concentré sur les milieux ou sites favorables aux espèces ciblées.

Pour le groupe des chiroptères, l'effort de prospection doit se faire sur les gîtes de mise bas, essentiellement dans le bâti et sur les sites d'hibernation.

Une consultation des données bibliographiques locales et régionales, doit être réalisée afin d'orienter les prospections sur le terrain.

La période optimale à la détection de chaque espèce concernée doit être déterminée afin de réaliser les prospections sur le terrain au meilleur moment. En fonction des caractéristiques des espèces et du site à étudier, plusieurs passages doivent être effectués si nécessaires mais dans la limite du budget et de la faisabilité

Les zones impossibles à visiter doivent être identifiées par le titulaire et la raison empêchant d'y aller doit être explicitée (topographie, dangerosité, refus du propriétaire...). Une solution alternative doit être discutée avec le maître d'ouvrage : dire d'experts, recours à des données existantes, etc.

3. Espèces concernées

Les espèces retenues doivent être suffisamment patrimoniales pour justifier de la mise en place d'un dispositif de protection ou de gestion.

Les taxons à étudier figurent dans les annexes II/IV de la directive Habitats, annexe I directive Oiseaux, espèces protégées (arrêtés ministériels), espèces en déclin local avéré.

Sont considérées a minima comme espèces patrimoniales, les espèces recensées à l'annexe II de la Directive « Habitats Faune Flore », à l'annexe I de la directive Oiseaux et les espèces considérées comme les plus menacées selon les critères de la liste rouge Franche Comté (CR et EN).

² Terraz, L., Daucourt, S. et al (2017) – *Dérogation à la protection des espèces sauvages de faune et de flore. Cadre méthodologique.* DREAL Bourgogne-Franche-Comté, Besançon, mai 2017, page 35 à 57 (22 pages)

Dans le cadre de cette prestation, les espèces protégées doivent également être expertisées, pour celles n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus et qui sont rares ou en déclin, à l'échelle nationale, régionale ou locale.

La patrimonialité des espèces peut être définie d'après d'autres critères que ceux précédemment cités : ces critères sont précisés dans l'offre technique du titulaire.

Le titulaire doit, avant de lancer les expertises sur le terrain, établir la liste des espèces animales patrimoniales cibles au regard des critères définis, des milieux naturels détectés et de l'objectif de l'étude.

La bibliographie et le recours aux experts locaux peuvent constituer une aide dans l'élaboration de la liste.

V) Synthèse des enjeux

Les inventaires et cartographies établis doivent permettre d'identifier et de localiser les enjeux habitats, flore et faune à fort enjeux de la zone d'étude.

La méthodologie de définition des enjeux et des zonages est définie dans l'offre technique du titulaire.

Le titulaire doit définir les enjeux, les expliciter et en faire une présentation cartographique sous la forme d'une ou plusieurs cartes d'enjeux.

Au regard de ces éléments, le titulaire doit proposer des zonages de protection et/ou de gestion précis cartographiés, avec pour chaque zonage :

- une justification écologique du choix de ce zonage ;
- une liste des espèces et/ou des habitats permettant leur désignation ;
- les éléments naturalistes nécessaires à la désignation.

La ou les échelles de restitution sont définies dans l'offre technique du titulaire, en fonction des zonages envisagés.

Lorsque plusieurs zonages sont envisageables sur un même secteur au regard des enjeux, les différents scénarii doivent être présentés en listant les avantages et inconvénients.

VI) Suivi du marché

En plus des prestations d'inventaire, de cartographie et de synthèse des enjeux, le marché inclut :

- **Une réunion de lancement** à destination du bureau ou d'une commission milieux naturel, composé des élus du Parc et de la DREAL BFC ;
- Le bureau d'étude devra se rapprocher des structures associatives locales pour bénéficier de leurs bases de données et de leur bibliographie. Ces collaborations permettront de cibler les secteurs de prospection et de combler les lacunes existantes. Il se rapprochera notamment du Conservatoire botanique national de Franche-Comté :
 - Avant le début de l'étude : la mise à disposition du cahier des charges « inventaire » et des référentiels et études existantes, la mise en route et l'exposé des difficultés prévisibles,
- Une réunion de préparation en visioconférence avec le maître d'ouvrage préalable à la réunion de restitution des résultats ;
- Une réunion de restitution des résultats, à destination du comité de suivi de l'étude, dont la composition est indiquée ci-dessus. La réunion de restitution peut être élargie pour leur information aux partenaires du Parc.

Étude et cartographie de la faune et de la flore sauvage sur les côtes du Doubs Franco-Suisse et propositions de protection entre Biaufond et Goumois

Précisions sur les réunions

- Les réunions de lancement et de restitution se déroulent dans les locaux du maître d'ouvrage au Fontenelles ou dans l'une des communes concernées par le marché ;
- Elles sont tenues en présentiel et sont d'une durée moyenne de 2 heures ;
- Le chef de projet du titulaire est tenu de participer à toutes les réunions et est accompagné en fonction des sujets traités au cours de la réunion par les membres de l'équipe projet concernés ;
- Les supports de présentation (diaporamas, plans...) sont à la charge du titulaire et sont communiqués aux membres du comité de suivi au moins 10 jours avant la date de la réunion ;
- La rédaction des comptes-rendus est à la charge du titulaire. Les comptes-rendus des réunions doivent être validés par le maître d'ouvrage. Au terme de chaque réunion, le titulaire a en charge la rédaction du compte-rendu qu'il transmet au maître d'ouvrage pour validation, dans un délai d'une semaine ; le titulaire rectifie, s'il y a lieu, le compte-rendu et en assure la diffusion à l'ensemble des participants.

La réunion de lancement

Une réunion de lancement est tenue après la notification du titulaire et avant le début de ses prestations. Elle permet d'appréhender les aspects commerciaux et techniques de l'exécution du marché, notamment concernant :

- l'organisation du marché, la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- les délais d'exécution ;
- le calendrier prévisionnel de passage terrain ;
- les modalités pratiques du pilotage et du suivi du marché par le maître d'ouvrage, notamment le planning des réunions ; les modes de communication et de sollicitation du maître d'œuvre envers le titulaire ;
- les livrables attendus, le processus de validation / acceptation des livrables ;
- la méthodologie et les modalités de mise en œuvre appliquées par le titulaire conformément à son offre technique.

La réunion de restitution

La réunion de restitution vise à présenter les résultats obtenus par le titulaire à la fin du marché et permet ainsi aux participants de demander des détails ou de poser des questions au titulaire. Il peut également être demandé au titulaire de reprendre un livrable suivant les discussions qui auront eu lieu lors de cette réunion.

Le marché inclut forfaitairement :

- tous les échanges nécessaires à l'exécution et au suivi du marché entre le titulaire et le maître d'ouvrage, effectués par courriels, téléphone ou visio-conférence ;
- un point téléphonique ou par visio-conférence, au minimum chaque mois, pour échanger sur l'avancement du dossier, les points de blocage, etc. Ce point téléphonique fait l'objet d'un compte rendu synthétique (mail) des échanges préparés par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage.

Les réunions supplémentaires

En tant que de besoin, le maître d'ouvrage peut demander au titulaire de participer à des réunions supplémentaires, notamment afin de permettre au titulaire d'exposer un état détaillé d'avancement des travaux et des rendus produits, devant donner lieu à une validation du maître d'ouvrage. Chaque réunion est rémunérée au prix unitaire défini dans l'annexe financière à l'acte d'engagement - Bordereau des prix unitaires, selon le cas, sous la référence BC1 ou BC2. Le prix unitaire inclut l'ensemble des prestations définies à l'article 4.VI du présent CCTP.

Article 4 – Transmission et versement des données brutes

Le prestataire doit placer l'ensemble des livrables du présent marché sous licence Etalab V2 afin de garantir des droits de réutilisation libre.

Les données brutes d'inventaires naturalistes de terrain, établies à leur précision maximale au système d'information sur la Nature et les Paysages (SINP) selon les règles et modalités prévues par le dispositif. Le guide de versement des données est disponible sous https://www.sigogne.org/versement_de_donnees/.

Article 5 – Production et restitution des livrables

L'ensemble des livrables, définis à l'article 3, et dans le cahier des charges « Cartographie des habitats naturels et des espèces végétales – Cahier des charges des sites Natura 2000 de Bourgogne Version 2.4 » pour ceux non optionnels, sont obligatoirement produits.

Le titulaire peut élaborer d'autres livrables, qui concourent à la réalisation de l'objectif de la prestation. Ces livrables sont précisés dans l'offre technique du titulaire.

La présentation générale des zonages de protection et de gestion n'est pas demandée.

Les résultats finaux sont présentés sous la forme d'un rapport rendu en un exemplaire **papier** lisible ainsi qu'en **version numérique** (une version au format doc, docx ou odt ainsi qu'une version pdf).

Le rapport doit contenir *a minima* :

- les documents de synthèse prévus pour les habitats et les espèces animales et végétales ;
- l'analyse des enjeux et les propositions de zonages définis à l'article 3.V ;
- un rappel sur le contexte de l'étude ;
- la présentation des méthodes employées et du matériel utilisé ;
- les dates et périodes de réalisation et l'effort de prospection ;
- le contexte environnemental de la zone d'étude ;
- les sources utilisées.

Le contenu du rapport est précisé dans l'offre technique du titulaire.

Les données SIG doivent être transmises sous format d'échange shapefile. Le système de projection géographique a utilisé est le système RGF93 ou Lambert 93 (ID certifié EPSG 2154). Les projets SIG doivent être transmis sous format QGIS Project.

Les éventuelles photographies prises doivent être transmises sous format jpeg, png ou tiff.

Toute autre donnée récoltée ou créée dans le cadre du présent marché doit également être transmise.

Tous les documents réalisés par le titulaire doivent comporter le logo de la DREAL BFC et du PNR DH. Ces logos sont fournis par le maître d'ouvrage.

Tous les documents communiqués, y compris intermédiaires, sont datés sur la base de la date de la dernière rectification apportée.

Les productions écrites doivent être rédigées en français et faire l'objet d'une recherche de clarté, concision et pédagogie. Le titulaire n'hésite pas à enrichir ses propos de schémas et d'illustrations pour en faciliter leur compréhension.

Article 6 – Données fournies au titulaire

- o Protocoles scientifiques préconisés pour les inventaires de la faune, la flore et les habitats naturels et semi-naturels (DREAL BFC 2017)³
- o Fiches ZNIEFF pour les secteurs inventoriés dans la zone,
- o Délimitation du site à étudier sur SIG (format Shape)
- o Etude 2022 cartographie des habitats de la Pinède à pente marneuse (Collaud 2022).
- o Etude 2025 Étude et cartographie de la faune et de la flore sauvage sur les côtes du Doubs Franco-Suisse et propositions de protection (Naturalia environnement 2025)

Le PNR met à la disposition du titulaire les données et documents qu'elle détient ; cependant celles-ci ne doivent pas être jugées suffisantes pour la restitution attendue. Ces données ont pour but d'orienter les recherches et de faciliter la compréhension du milieu.

Les études, données et documents précités sont fournis au titulaire via une « convention de mise à disposition ».

Article 7 – Conditions d'exécution relatives à la protection de l'environnement

Article 7.1 Consommation d'énergie et des ressources naturelles

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

L'exécution des prestations objet du marché implique des déplacements, l'utilisation et la production de documents, leur stockage et échanges sous forme numérique.

Aussi, afin de limiter la consommation d'énergie et des ressources naturelles, ainsi que l'émission de gaz à effet de serre, le titulaire :

1. veille à limiter l'impact environnemental des déplacements effectués dans le cadre de l'exécution du marché grâce à une politique d'optimisation des déplacements et de gestion écoresponsable de la flotte de véhicules. A cette fin, il

- Privilégie la communication avec les acteurs éloignés par l'utilisation de moyens numériques de partage de documents, de visioconférences ou d'audioconférences
- Réduit le nombre de ses déplacements
- Analyse systématiquement la possibilité de regrouper les déplacements de ses collaborateurs vers un même périmètre géographique, et les planifie afin d'éviter les heures de pointe
- D'une manière générale, favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement :

³ Terraz, L., Daucourt, S. et al (2017) – *Dérogation à la protection des espèces sauvages de faune et de flore. Cadre méthodologique.* DREAL Bourgogne-Franche-Comté, Besançon, mai 2017, page 35 à 57 (22 pages)

- les modes de transports doux
- les transports collectifs
- les véhicules à faibles émissions de CO2 fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur et relevant de la vignette Crit'Air1
- Forme ses collaborateurs à l'éco-conduite
- Si un déplacement est indispensable, lorsque le trajet le permet raisonnablement, utilise les transports en commun ou le covoiturage plutôt que la voiture avec un seul passager
- Exclut les déplacements en avion
- Met en œuvre une démarche afin d'identifier les véhicules vieillissants et d'étudier leur remplacement pour bénéficier des motorisations les moins polluantes

2. met en œuvre les bonnes pratiques d'utilisation du support papier. A cette fin, il

- Optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés, et à cet effet recherche
 - l'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages
 - l'utilisation de polices de caractère "light" ou écologiques de type ecofont
 - la lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur et la suppression des aplats de couleur inutiles
- Optimise l'impression des documents, et à cet effet
 - limite la quantité d'impressions au strict nécessaire
 - privilégie l'impression en recto/verso, en format A4 plutôt que A3, et en noir et blanc
 - utilise du papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement (au moyen par exemple d'écolabels tels que FSC ou PEFC)
 - utilise des imprimantes partagées au lieu d'imprimantes individuelles

3. met en œuvre une politique de réduction de sa pollution digitale. A cette fin, il

- Limite la consommation d'énergie des équipements numériques (écrans, ordinateurs individuels, serveurs...) et optimise leur cycle de vie, notamment, il
 - choisit des appareils économes en énergie (label Energy Star, par exemple)
 - éteint les équipements lorsque leur utilisation n'est pas nécessaire (nuit, week-end...)
 - optimise la durée de vie des équipements en les entretenant régulièrement
 - recycle les équipements en fin de vie ou promeut leur réemploi
- Optimise la gestion des données numériques (stockage et d'échange des données, notamment les courriels), ainsi il
 - optimise la taille des documents produits
 - limite le nombre et la taille des fichiers avant leur transmission et le nombre de destinataires, notamment ceux des courriels
 - privilégie l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de pièces jointes par courriels
 - supprime régulièrement les données dupliquées, inutiles ou obsolètes
 - utilise des solutions de stockage "vertes" (éco-conçues ou compensées en carbone)

4. promeut ces pratiques écoresponsables auprès de ses collaborateurs et partenaires.

Le titulaire communique à l'acheteur sur simple demande les justificatifs correspondants : bilan des déplacements effectués précisant les modes de déplacement utilisés et la distance parcourue, démarche relative à l'utilisation du papier, politique de réduction de sa pollution digitale...

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 10.12 du CCAP.

Article 7.2 Opérations menées sur le terrain

Les opérations menées sur le terrain pour l'exécution des prestations définies aux articles 3.I, 3.II et 3.III du présent CCTP sont effectuées selon des conditions d'exécution permettant de garantir le respect de l'environnement, et la réglementation relative aux espèces protégées, précisées dans l'offre technique du titulaire.

Article 8 – Rendu papier et informatique

Le rendu des études sera conforme au cahier des charges, à savoir :

- *pour les cartes* : **un rendu papier** (sous forme d'une feuille unique en 3 exemplaires) de la carte des habitats suivant la nomenclature phytosociologique rapportée au référentiel CBNFC (en latin et français) avec, en légende, la correspondance des codes Corine biotope et un rendu informatique au format SIG de la carte des habitats (avec mentions ci-dessus).

- *pour la notice descriptive* : la notice comprendra les différents éléments prévus par le cahier des charges) qui seront fournis sous forme de :

- 3 rapports papier dont 1 reproductible non relié,
- 1 exemplaire informatique.

- *pour le format informatique des restitutions* :

- tous les tableaux seront fournis au format .xls,
- les documents texte seront transmis au format .doc et .pdf,
- les éléments cartographiques seront rendus aux formats mapinfo ou ESRI SHAPE (*.dbf, *.prf, *.shp et *.shx) et .pdf.

Il sera apprécié qu'un fond photographique (habitats, espèces, enjeux de conservation...) soit fourni au maître d'ouvrage à des fins d'animation locale et de référentiel sur le site, le maître d'ouvrage s'engageant à n'avoir aucun usage commercial des photos qui resteront propriété de leurs auteurs.

Article 9 – Charte graphique

Le document sera édité sous le timbre du maître d'ouvrage, avec mention explicite des financeurs et leur logo.

Les mentions suivantes devront figurer au rapport produit :

- sur la première page de couverture, en haut et au centre de la page, devra figurer le logo du Parc naturel régional du Doubs Horloger, et celui de la DREAL-BFC. En bas de page figureront le logo du prestataire,
- en 2^{ème} de couverture, ce rapport comportera les indications permettant de le situer dans une base de données bibliographiques (auteur, année, titre, organismes financeurs),

- les références (noms, logos) des organismes ressources et partenaires seront reprises sur le document, citations et cartes correspondantes,
- en 4^{ème} de couverture figurera une fiche de référencement documentaire comprenant l'auteur, l'année, le titre, les organismes financeurs, la localisation géographique, les mots clé et un résumé.

Article 10 – Propriété des résultats

En dehors de toute convention particulière, le prestataire ne peut disposer, exploiter ou diffuser les données ou les résultats de l'étude, même partiellement, que pour les besoins liés à la présente étude. Les données acquises dans le cadre de la présente étude, les amendements, améliorations des données d'inventaires existantes seront la propriété du PNR et de la DREAL qui les intégrera dans les bases de données officielles mises à disposition du public.

Aucune exploitation commerciale des résultats n'est autorisée au prestataire.

Pour les éventuelles photographies fournies par le prestataire, le maître d'ouvrage s'engage à n'avoir aucun usage commercial des photos qui resteront la propriété des auteurs. Ceux-ci autorisent un droit d'exploitation au PNR et à la DREAL pour l'ensemble des publications non commercialisées sous réserve de mentionner l'auteur sur chaque cliché.

La DREAL et le PNR pourra utiliser les résultats, même partiels, de la prestation conformément à l'option A du CCAG/PI tel qu'approuvée par le décret n°78-1306 du 26.12.1978 modifié. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur. Toute représentation mentionnera le ou les auteurs concernés.

La cession des droits patrimoniaux détaillés ci-dessous est accordée pour toute la durée des droits d'auteur. Les conditions financières de la cession sont comprises dans le montant de cette convention. La cession des droits porte sur tous les résultats de la prestation à savoir :

- les rapports intermédiaires et les rapports finaux,
- les données acquises dans le cadre de la prestation, données brutes (y compris les relevés de terrains) et données élaborées,
- les données géographiques, les documents graphiques et cartographiques.

Les droits concédés par le bénéficiaire comprennent au sens le plus large et pour tous les pays :

- les droits de reproduction, en autant d'exemplaires que nécessaire, par tous les moyens, sur supports de toute nature connus actuellement ou non connus,
- les droits de représentation par tous procédés y compris par voie hertzienne, câble ou satellite,
- les droits de faire évoluer les résultats des études par tout tiers de son choix,
- les droits d'adaptation, de corrections, de simplifications, d'adjonctions, d'intégration à d'autres études préexistantes ou à venir ou à créer, transcrire dans d'autres langages informatiques ou langues à partir de création d'œuvres dérivées tant par le PNR et la DREAL elles-mêmes que par un intervenant externe,
- les droits exclusifs de représentation et de publication auprès des tiers,
- les droits de mise à disposition des résultats de l'étude et de ses dérivés (dossiers d'études, rapports, données, logiciels et renseignements de toute nature provenant de l'exécution de la convention) sous une forme quelconque à titre gratuit ou onéreux.

Chacun des droits énumérés ci-dessus consentis à au PNR et la DREAL s'entend à toutes les adaptations des résultats des études qu'elle aura réalisées ou fait réaliser.

Dans la mesure où les résultats de l'étude contiennent des œuvres préexistantes protégées par des droits d'auteur appartenant au bénéficiaire, celui-ci concède au PNR et la DREAL sans autre contrepartie ses droits valables dans le monde entier permettant au PNR et la DREAL :

– d'utiliser pour tout usage, reproduire par tout moyen, représenter, traduire, adapter, distribuer et faire distribuer tout ou partie des œuvres préexistantes,

– d'accorder à des tiers des droits leur permettant de faire toutes les opérations ci-dessus.

Dans la mesure où les résultats de l'étude contiennent des œuvres préexistantes protégées par des droits d'auteur appartenant à un tiers et indispensables pour utiliser les résultats de l'étude, le bénéficiaire s'engage à obtenir au bénéfice au PNR et la DREAL les mêmes droits que ceux visés ci-dessus auprès de ces tiers, sauf les études pour lesquelles la DREAL disposerait des droits.

En raison du caractère sensible de certaines espèces menacées, le bénéficiaire, le PNR et la DREAL s'interdisent la divulgation ou les modes de divulgation d'informations susceptibles d'avoir pour effet de porter atteinte à l'environnement auquel elles se réfèrent.

Le bénéficiaire garantit au PNR et la DREAL l'utilisation paisible des résultats des études. Le bénéficiaire garantit la DREAL de toute action en contrefaçon ; dans le cas contraire, le bénéficiaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels pourrait être condamnée le PNR et la DREAL par une décision de justice devenue définitive ayant pour base exclusive la démonstration d'une contrefaçon du droit d'auteur.

Aucune exploitation commerciale des résultats n'est autorisée au bénéficiaire ni aux autres utilisateurs potentiels, sans autorisation préalable du PNR et la DREAL.

Article 11 – Délais d'exécution

La restitution définitive de cette étude est attendue pour début décembre 2026

Article 12 – Délais de réponse

Chaque prestataire sera tenu de fournir une réponse à la présente consultation avant **vendredi 16 janvier 2026 à 12h00**,

Les offres sont adressées ou remises aux conditions suivantes :

- transmission par voie électronique obligatoire sur la plate-forme:

www.marches-securises.fr (la transmission sur support papier n'est pas autorisée)

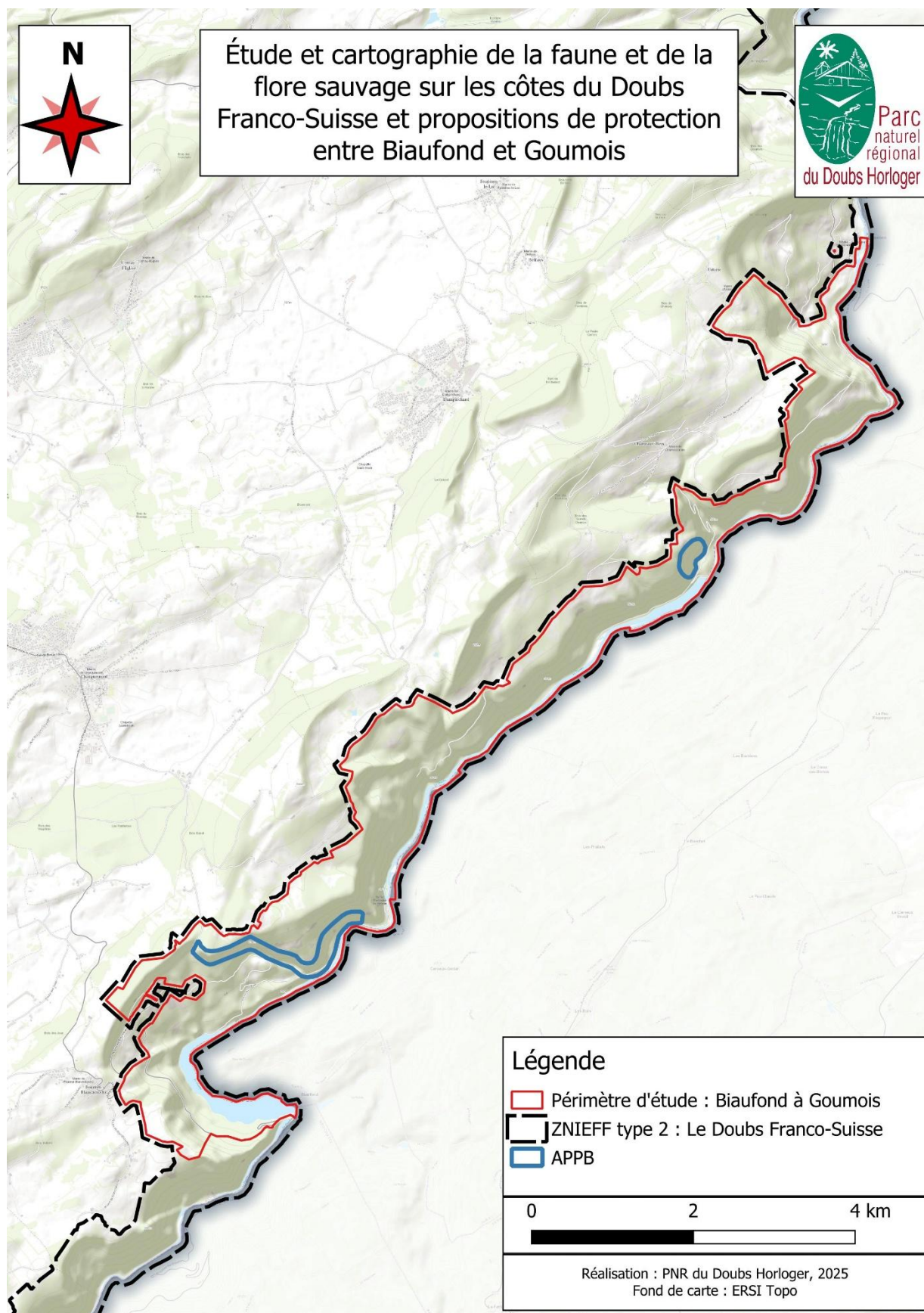
Les éventuelles demandes de renseignements complémentaires sont à solliciter auprès de : Anthony Prévost de Harchies ; Chargé d'études milieux naturels

anthony.prevost-de-harchies@parcdoubshorloger.fr

Article 13– Montant de la prestation

Le montant de la prestation pour l'étude du site, ne pourra excéder **50 000€ TTC**. Toute offre au-delà de ce montant ne pourra être retenue.

Annexe 1 : Zone d'étude



Étude et cartographie de la faune et de la flore sauvage sur les côtes du Doubs Franco-Suisse et propositions de protection entre Biaufond et Goumois